

DE : C.C.E. BRUXELLES - COL64 - S.G.COL  
 A : C.E. WASHINGTON - WASHINGTON  
 REF: 19:59 19-10-84 000051814 - 000053749

TLX REF NR 183703-SG

B 11/50

H.D.	D.H.D.	INFO.	TRAFF.																	

TELEX HEBDOMADAIRE NR 187 DU 19 OCTOBRE 1984 ADRESSE A  
 L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE  
 ET D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

432

1. INTRODUCTION

LA REUNION DE LA COMMISSION A ETE LARGEMENT CONSACREE A LA  
 PREPARATION DES NOMBREUSES ET IMPORTANTES REUNIONS DE LA  
 SEMAINE PROCHAINE : SESSION DU PARLEMENT EUROPEEN, CONSEIL  
 DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES ET CONSEIL AGRICULTURE.

LA COMMISSION A FAIT LE POINT DES TRAVAUX DES COMMISSIONS  
 PRLEMENTAIRES QUI PREPARENT LA SESSION DU PARLEMENT A  
 STRASBOURG. ELLE ESCOMPTE QU'UNE DECISION FINALE POURRA  
 INTERVENIR SUR LE BUDGET SUPPLEMENTAIRE POUR 1984. LE CONSEIL  
 A EN EFFET ACCEPTE DE SIEGER A STRASBOURG PENDANT LA SESSION  
 DU PARLEMENT DE MANIERE A POUVOIR EXAMINER LES RESULTATS DE  
 LA PREMIERE LECTURE DU BUDGET PAR CELUI-CI. LA COMMISSION  
 SIEGERA EGALEMENT A STRASBOURG MERCREDI PROCHAIN.

LES DEUX SESSIONS DU CONSEIL DE LUNDI ET MARDI A LUXEMBOURG  
 SERONT DOMINEES PAR LES DOSSIERS DE L'ELARGISSEMENT. LES  
 MINISTRES DE L'AGRICULTURE CONTINUERONT LEURS TRAVAUX SUR LA  
 REFORME DE L'ORGANISATION DE MARCHÉ DU VIN. LES MINISTRES DES  
 AFFAIRES ETRANGERES SE SAISIRONT A NOUVEAU DE CE QUI EST  
 APPELE LE 'MINI-PAQUET' DE LA PRESIDENCE, ET SANS DOUTE  
 AUSSI DU DOSSIER DE LA PECHE.

LE CONSEIL 'AFFAIRES GENERALES' DE LUNDI ET MARDI TRAITERA  
 EGALEMENT DES QUESTIONS PRINCIPALES SUIVANTES :

- ETAT DES NEGOCIATIONS ACP-CEE (ON NE S'ATTEND PAS A UN  
 DEBAT SUR CE POINT)
- OUVERTURE DES NEGOCIATIONS AVEC LE PAKISTAN
- MISE EN OEUVRE DES CONCLUSIONS DE FONTAINEBLEAU.

LA PREMIERE SESSION DU CONSEIL DE COOPERATION AU NIVEAU  
 MINISTERIEL AVEC LA JORDANIE SE TIENDRA LE MARDI A MIDI.

2. AFFAIRES INTERIEURES

2.1. CONSEIL 'INDUSTRIE' (15 OCTOBRE)

A) TELECOMMUNICATIONS :

LE CONSEIL A ADOPTE DEUX RECOMMANDATIONS QUI SOULIGNENT LE  
 ROLE CLE DU SECTEUR DES TELECOMMUNICATIONS DANS LE RENFOR-  
 CEMENT DE LA BASE INDUSTRIELLE COMMUNAUTAIRE ET DANS  
 L'AMELIORATION DE LA COMPETITIVITE DES ENTREPRISES :

- HARMONISATION :

LE CONSEIL RECOMMANDE DES CONTACTS ENTRE LES ADMINISTRATIONS  
 DES ETATS MEMBRES AVEC COMME OBJECTIF QUE TOUS LES NOUVEAUX  
 SERVICES QUI SERONT INTRODUICTS A PARTIR DE 1985 - NOTAMMENT  
 ENTRE LES ETATS MEMBRES - SOIENT COMPATIBLES AVEC LES  
 PROGRAMMES D'HARMONISATION ET QUE, A PARTIR DE 1986, LES

Western Union International, Inc.

Western Union International, Inc.

International Telex

SYSTEMES DE TRANSMISSION DIGITALE SOIENT CONFORMES AUX STANDARDS RECONNUS DANS LA COMMUNAUTE,

- OUVERTURE DES MARCHES PUBLICS :

LE CONSEIL RECOMMANDE QUE LES ENTREPRISES PUISSENT, A CONCURRENCE D'AU MOINS 10 0/0 EN VALEUR DE LEURS COMMANDES ANNUELLES, PRESENTER DES OFFRES AUX ADMINISTRATIONS DE TELECOMMUNICATIONS CONCERNANT LES EQUIPEMENTS DES RESEAUX (CETTE LIMITATION NE S'APPLIQUE PAS AUX EQUIPEMENTS ET FOURNITURES ADMINISTRATIFS). LA GRECE EN EST EXEMPTEE POUR 2 ANS POUR CERTAINS APPAREILS.

B) INFORMATIQUE :

LE CONSEIL A ADOPTE UNE DECISION PROLONGEANT LA PREMIERE PARTIE DU PROGRAMME PLURIANNUEL (1979-1983) DANS LE DOMAINE DE L'INFORMATIQUE. LA DUREE EST PROLONGEE DE DEUX ANS (SAUF EN CE QUI CONCERNE LES ACTIVITES DE NORMALISATION QUI S'ACHEVERONT EN 1985), ET L'ENVELOPPE FINANCIERE ENVISAGEE S'ELEVE A 11 MIO ECUS.

C) ACIER :

LE CONSEIL, APRES AVOIR ENTENDU LES EXPOSES DE MM. DAVIGNON ET ANDRIESSEN, EST CONVENU D'EXAMINER DANS LE CONSEIL 'ACIER' DE NOVEMBRE LA RESTRUCTURATION DE L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE, L'APPLICATION DU CODE DES AIDES ET CERTAINS PROBLEMES TECHNIQUES TOUCHANT AUX TOLES REVETUES ET A LA FERRAILLE.

D) CONSTRUCTION NAVALE :

CERTAINES DELEGATIONS, S'ASSOCIANT AUX VUES DE LA COMMISSION (NOTRE DERNIER TELEX), ONT RAPPELE L'URGENCE D'UNE DECISION SUR LA PROPOSITION PROROGANT POUR UNE DUREE DE DEUX ANS LA CINQUIEME DIRECTIVE SUR LES AIDES A LA CONSTRUCTION NAVALE. LE CONSEIL EN TRAITERA EN NOVEMBRE.

E) EXPLOITATION DES MATIERES PREMIERES MINERALES NON ENERGÉTIQUES :

DES PROGRES SUBSTANTIELS ONT ETE REALISES SUR CERTAINS POINTS SANS TOUTEFOIS PARVENIR A UNE SOLUTION GLOBALE.

## 2.2. ECOULEMENT DES STOCKS DE BEURRE

-----

AINSI QUE NOUS L'AVIONS ANNONCE LA SEMAINE DERNIERE ET COMME M. DALSGER EN A INFORME LA COMMISSION AGRICULTURE DU PARLEMENT, LA COMMISSION A PRIS DES DISPOSITIONS POUR METTRE EN OEUVRE DEUX MESURES VISANT A PERMETTRE UNE REDUCTION SUBSTANTIELLE DES STOCKS ACTUELS DE BEURRE :

- REPRISE DES VENTES DE BEURRE DE NOEL/NOUVEL AN POUR UN MONTANT DE 200.000 T. A UN PRIX FAVORABLE POUR LES CONSOMMATEURS DE LA COMMUNAUTE  
- EXPORTATION A PRIX REDUIT VERS L'URSS ET LE MOYEN ORIENT POUR UNE QUANTITE DE 100.000 T. DE BEURRE ANCIEN (D'AU MOINS 18 MOIS) A UN PRIX LEGEREMENT SUPERIEUR AU PRIX PREVU POUR LA PRECEDENTE ACTION.

## 2.3. DEPENSES AGRICOLES

-----

LA COMMISSION A DECIDE DE VERSER UNE PREMIERE TRANCHE DES AVANCES FEOGA POUR NOVEMBRE 1984. ELLE CORRESPOND A 50 0/0 DU MONTANT DE CES AVANCES COMPTE TENU DES SOMMES QUE LES ETATS MEMBRES DOIVENT COLLECTER AU TITRE DES PRELEVEMENTS LAITIERS. LE VERSEMENT DE LA 2EME TRANCHE EST LIE A LA DECISION FINALE SUR LE BUDGET SUPPLEMENTAIRE POUR 1984 (LE TOTAL DES AVANCES EST ESTIME A 1.728 MIO ECUS).

### 3. ELARGISSEMENT

-----

#### 3.1. ESPAGNE : PECHE

-----

DANS LE CADRE DES NEGOCIATIONS D'ADHESION AVEC L'ESPAGNE DANS LE DOMAINE DE LA PECHE, LA COMMISSION VIENT DE PROPOSER AU CONSEIL L'OCTROI D'UNE AIDE PRE-ADHESION DE 28,5 MIO ECUS. CETTE AIDE (A INSCRIRE AU BUDGET 85) SERAIT OCTROYEE A L'ARRET DEFINITIF DES BATEAUX DE 12 METRES ET PLUS ET ANTICIPERAIT L'APPLICATION DE LA POLITIQUE STRUCTURELLE COMMUNAUTAIRE EN ESPAGNE.

ENTRE 1978 ET 1982, LA FLOTTE ESPAGNOLE DE BATEAUX DE PLUS DE 20 TJB A DIMINUE D'ENVIRON 50.000 TJB, CE QUI CORRESPOND A UNE DIMINUTION ANNUELLE MOYENNE, EN TONNAGE, DE 2 0/0 ENVIRON, SOIT 12.500 TJB PAR AN. L'AIDE COMMUNAUTAIRE ENVISAGEE CONCERNE LES ACTIONS DE REDUCTION COMPLEMENTAIRES.

#### 3.2. ESPAGNE : VISITE DE M. PISANI

-----

CETTE FIN DE SEMAINE, M. PISANI EFFECTUE UNE VISITE A MADRID OU IL AURA DES ENTRETIENS AVEC M. MORAN, MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES, M. MARIN, SECRETAIRE D'ETAT, AINSI QU'AVEC LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES DES CORTES.

PLUSIEURS ENTRETIENS SONT EGALEMENT PREVUS AVEC LE DIRECTEUR GENERAL DE LA COOPERATION, M. PARDOS.

### 4. RELATIONS EXTERIEURES

-----

#### 4.1. NEGOCIATIONS ACP-CEE

-----

TOUTES LES DELEGATIONS ONT RECU AU DEBUT DE CETTE SEMAINE PAR TELEX LES COMMENTAIRES UTILES SUR LA REUNION MINISTERIELLE RESTREINTE PREVUE POUR LES 9/10 OCTOBRE ET QUI S'EST TERMINEE A L'AUBE DU SAMEDI 13 SANS PARVENIR A UN ACCORD GLOBAL PERMETTANT DE CONCLURE LES NEGOCIATIONS.

NOUS RENDRONS COMPTE LA SEMAINE PROCHAINE DE L'ETAT DES TRAVAUX ET CONTACTS DIVERS QUI DOIVENT ENCORE INTERVENIR AVANT LA RENCONTRE DECISIVE PREVUE DEBUT NOVEMBRE ENTRE LES PRESIDENTS ACP ET CEE ET M. PISANI.

#### 4.2. NORD/SUD : GROUPE A HAUT NIVEAU

-----

LE GROUPE A HAUT NIVEAU NORD/SUD S'EST REUNI LE 18 OCTOBRE A BRUXELLES. AYANT PASSE EN REVUE LA SITUATION ACTUELLE DU DIALOGUE NORD/SUD, CARACTERISEE PAR CERTAINS BLOCAGES, IL A CONSTATE QUE CERTAINS PROBLEMES TELS QUE L'ENDETTEMENT ET L'AFRIQUE PRENNENT UNE IMPORTANCE CROISSANTE.

A PROPOS DE L'AFRIQUE, LE GROUPE S'EST FELICITE DE L'ATTITUDE D'OUVERTURE MANIFESTEE RECEMMENT PAR LES AFRICAINS A NEW-YORK EN PREPARATION DES DEBATS DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS-UNIES.

LE GROUPE A EU ENFIN UN ECHANGE DE VUES SUR LES TRAVAUX FUTURS DU GROUPE NORD/SUD DE L'OCDE : IL A LARGEMENT SUIVI LES SUGGESTIONS DE LA COMMISSION TENDANT A CONSIDERER CE GROUPE COMME UN OBSERVATOIRE DE L'EVOLUTION DES RELATIONS ECONOMIQUES NORD/SUD ET UN INSTRUMENT PERMETTANT AUX PAYS MEMBRES DE PRENDRE UNE VUE GLOBALE DES PROBLEMES.

#### 4.3. YOUGOSLAVIE : PRET BEI

-----

LA BEI ACCORDE UN PRET DE 60 MIO ECUS A LA YOUGOSLAVIE POUR CONTRIBUER A LA REALISATION DE TRAVAUX IMPORTANTS SUR L'AUTO-ROUTE TRANSYOUGOSLAVE, PRINCIPALE ARTERE DE COMMUNICATION A TRAVERS LA YOUGOSLAVIE ET CONSTITUANT UN AXE ROUTIER IMPORTANT ENTRE LA GRECE ET LES AUTRES PAYS DE LA COMMUNAUTE. CE PRET A ETE ACCORDE SUR AUTORISATION SPECIALE EN RAISON DE L'EPUISEMENT DES RESSOURCES DU PROTOCOLE FINANCIER CONCLU EN 1980.

#### 4.4. MEDITERRANEE-SUD ET EST : FINANCEMENTS

-----

##### JORDANIE :

LA COMMISSION A APPROUVE UN PROJET DE FINANCEMENT CONCERNANT DEUX CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE (624.000 ECUS).

##### SYRIE :

LE COREPER A APPROUVE A SON NIVEAU UN PROJET DE FINANCEMENT CONCERNANT LE DRAINAGE ET L'IRRIGATION DE L'EUPHRATE (PARTIE BEI : 20 MIO ECUS - PARTIE COMMISSION : 9,3 MIO ECUS EN PRETS SPECIAUX ET 700.000 ECUS EN SUBVENTION).

#### 4.5. PVD NON ASSOCIES : PROMOTION COMMERCIALE

-----

UNE SERIE DE CONVENTIONS DE FINANCEMENTS VIENT D'ETRE DECIDEE PAR LA COMMISSION :

- AMERIQUE CENTRALE - PAYS MEMBRES DE L'ASOEXPO :

140.000 ECUS DESTINES A DES BESOINS EN MATIERE D'EMBALLAGE DANS LE SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE.

- PACTE ANDIN :

600.000 ECUS CONSACRES A LA FORMATION DU PERSONNEL DES ENTREPRISES ET AU TRANSFERT DES TECHNOLOGIES D'EMBALLAGES DISPONIBLES DANS LA COMMUNAUTE ET 600.000 ECUS POUR LE COMMERCE INTRA-REGIONAL ANDINO A GERER PAR LA JUNTA.

- REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE :

350.000 ECUS VISANT A AMELIORER LA PHOTOGRAPHIE PUBLICITAIRE.

- PHILIPPINES :

500.000 ECUS DESTINES AUX PRODUCTEURS DE CERAMIQUE ET 350.000 ECUS POUR L'INDUSTRIE DE L'AMEUBLEMENT EN ROTIN.

- PEROU :

300.000 ECUS POUR AMELIORER LA FORMATION ET LA GESTION AFIN D'AUGMENTER LA PRODUCTION ET L'EXPORTATION DE CREVETTES ET 150.000 ECUS POUR AMELIORER LA PRODUCTION ET L'EXPORTATION DU CUIR ET DE LA FOURRURE.

#### 4.6. ACIER : VOLET EXTERNE

-----  
COMME IL EN ETAIT CONVENU EN SEPTEMBRE, LE CONSEIL DEVRAIT ETRE EN MESURE DE FIQUULVVTNDI, LES DIRECTIVES A LA COMMISSION POUR LA NEGOCIATION DES ARRANGEMENTS AVEC CERTAINS PAYS TIERS EN 1985. CONFORMEMENT A LA PROPOSITION DE LA COMMISSION CET ACCORD VISE POUR L'ESSENTIEL A RECONDUIRE EN 1985 LE VOLET EXTERNE 84 MOYENNANT CERTAINES ADAPTATIONS, NOTAMMENT SUR :

- ASPECTS QUANTITATIFS : LEGERE AMELIORATION
- TRIPLE CLAUSE : SUPPRESSION DU PLAFOND SEMESTRIEL DE 55 0/0
- DISTRIBUTION REGIONALE : ACCORD POUR EN REVENIR A LA FORMULE DE 84
- COUVERTURE GEOGRAPHIQUE INCHANGE. (ATTENTION DIS : IL SERA CEPENDANT ACTE AU PROCES-VERBAL QUE SI UN PVD DEMANDE UN ARRANGEMENT SIDERURGIQUE POUR 85, IL SERA TENU COMPTE DANS LA FIXATION DU PLAFOND DE REFERENCE DE LA SITUATION GENERALE DE CE PAYS. FIN DIS).

#### 4.7. TOKYO ROUND

-----  
A L'INITIATIVE DE M. HAFERKAMP, LA COMMISSION A PROPOSE AU CONSEIL UNE ACCELERATION LIMITEE DES REDUCTIONS TARIFAIRES CONVENUES DANS LE CADRE DU TOKYO ROUND. LES ETATS-UNIS NE SONT PAS EN ETAT DE PROCEDER A CETTE ACCELERATION FAUTE D'UNE DECISION DE LEUR CONGRES PRISE EN TEMPS UTILE. DES LORS, LA COMMISSION PROPOSE DE LIMITER L'ACCELERATION A DES PRODUITS PARTICULIEREMENT INTERESSANTS POUR LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT ET A CEUX-LA SEULS. L'ACCELERATION NE POURRA INTERVENIR QUE LORSQUE LES ETATS-UNIS SERONT EGALEMENT PRETS A Y PROCEDER EN MEME TEMPS QUE LES AUTRES PAYS INDUSTRIALISES. CETTE INITIATIVE SERA DISCUTEE LUNDI PAR LE COMITE SPECIAL 113 QUI SE REUNIRA EN MARGE DU CONSEIL.

#### 4.8. CONTINGENT PAPIER JOURNAL 1984

-----  
COMME CONVENU EN JUILLET DERNIER (NOTRE TELEX DU 27 JUILLET), LE CONSEIL DEVRAIT DECIDER LUNDI UNE NOUVELLE AUGMENTATION DE 65.000 T. DU CONTINGENT TARIFAIRE 1984 QUI SERA AINSI PORTE A UN VOLUME TOTAL DE 635.000 T., 14.000 T. ETANT AFFECTEES A LA RESERVE COMMUNAUTAIRE (DEUX RESERVES SUBSISTENT ENCORE A CE STADE).

#### 4.9. ACP-CEE : PRIX GARANTIS SUCRE CANNE 84/85

-----  
LES NEGOCIATIONS SUR LES PRIX GARANTIS 1984/85 POUR LE SUCRE ACP, QUI AVAIENT ETE AJOURNEES, SE SONT ACHEVEES FIN SEPTEMBRE APRES QUE LES ETATS ACP AIENT ACCEPTE L'OFFRE DE LA COMMUNAUTE PORTANT SUR  
44,34 ECU/100 KG POUR LE SUCRE BRUT  
54,68 ECU/100 KG POUR LE SUCRE BLANC  
CES PRIX SONT RETROACTIVEMENT APPLICABLES A PARTIR DU 1ER JUILLET 1984.

4.10 FAO : JOURNEE MONDIALE DE L'ALIMENTATION (16 OCTOBRE)

M. PISANI A ADRESSE UN MESSAGE AU DIRECTEUR GENERAL, M. SAOUMA, DANS LEQUEL IL SOULIGNE LA SIGNIFICATION DES 'STRATEGIES ALIMENTAIRES' QUE LA COMMUNAUTE ENCOURAGE. IL DECLARE NOTAMMENT : 'LA CNUCED A BELGRADE N'A PARLE QUE DE COMMERCE. LES LEADERS DU TIERS MONDE PARLENT D'ACCES AUX MARCHES ET DE DETTE... REINTRODUIRE DANS LE DEBAT NORD-SUD LE PROBLEME DE L'ALIMENTATION, C'EST REVENIR AU PROBLEME LE PLUS URGENT... LE MONDE PEUT NOURRIR LE MONDE'. 'LA QUESTION QUI EST POSEE EST DE SAVOIR POURQUOI LE MONDE NE LE FAIT PAS ET COMMENT IL POURRAIT LE FAIRE. IL NE LE FAIT PAS PARCE QUE TROP SOUVENT LES PAYS EN DEVELOPPEMENT N'ONT PAS DONNE A LEURS AGRICULTEURS, A LEUR AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE, AU MONDE RURAL, LA PRIORITE QUI CONVENAIT ET PARCE QUE DES REGIONS PLUS FERTILES ONT CRU POUVOIR ASSUMER SEULES LA NOURRITURE DES HOMMES... IL NE S'AGIT PAS DE PRECHER L'AUTARCIE MAIS DE CHERCHER LA SECURITE ALIMENTAIRE DE CHAQUE PAYS SUR SON PROPRE SOL'.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL - COMEUR  
NNNN

64215 EURCOM UW  
21877 COMEU B

X  
Western Union International, Inc.